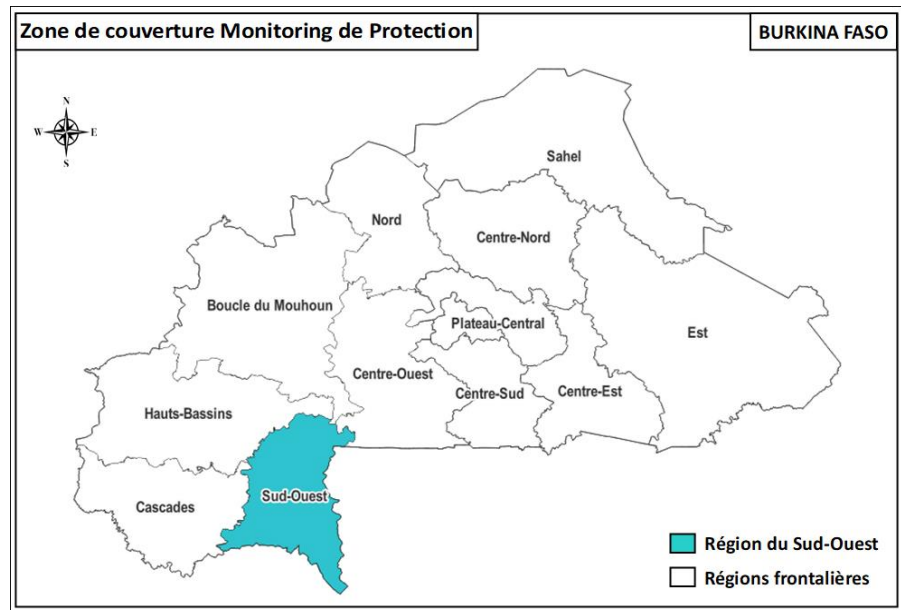


**BURKINA FASO**

Région : Sud-Ouest

(73,669 PDI, source :  
SP/CONASUR, date  
28/02/2023)



**Rapport mensuel Monitoring de Protection - Avril 2023**

**1,061** Personnes en déplacements

**07** Incidents enregistrés  
avec **243** victimes

**Pas de cas** de protection pris en charge

**82** Cas de protection référés

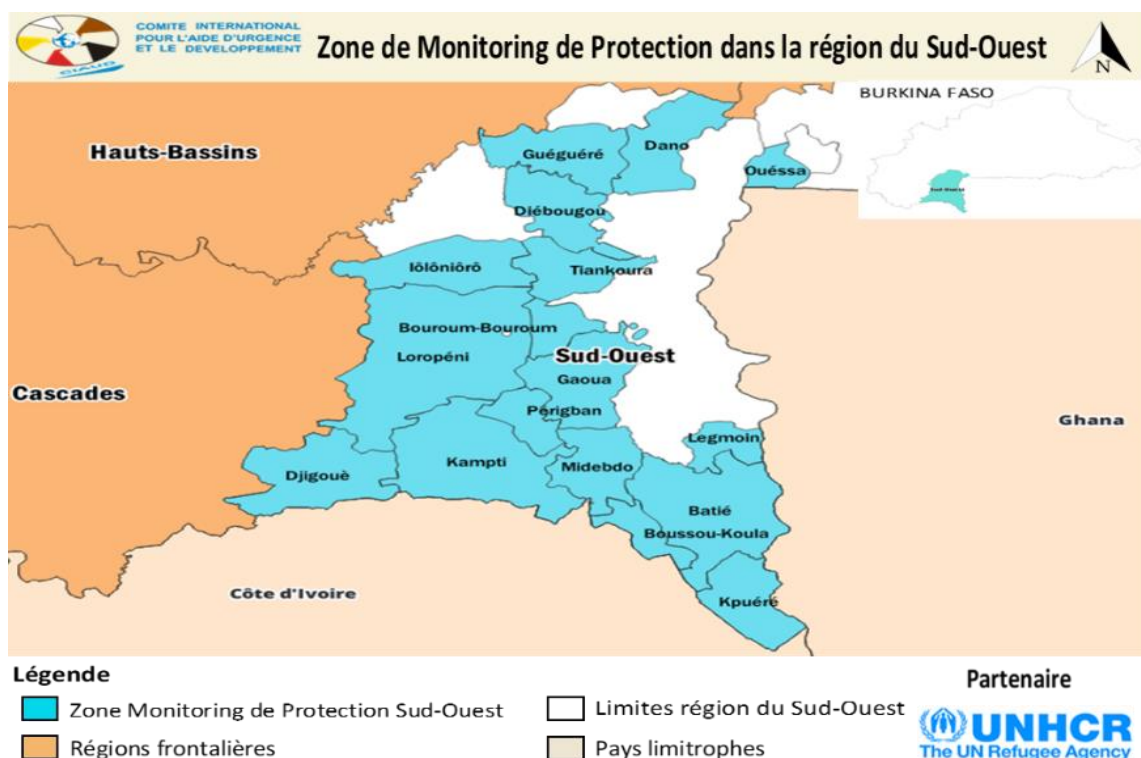
## I. Résumé

Au cours de ce mois d'avril, les activités de monitoring de protection se sont poursuivies dans un contexte sécuritaire marqué par plusieurs incidents de protection. Sept (07) incidents de protection (rapports flash n°6 à n°12) ont été enregistrés dans les communes de Djigoué, Kampti, Loropéni, Tiankoura et Bondigui. De façon spécifique, il s'agit de trois (03) groupes d'incidents à savoir trois (03) cas d'atteinte au droit à la vie (rapport flash n°8, 09 et 10 sur des cas d'assassinat à Tiankoura, Djigoué et Bondigui), un (01) cas d'atteinte à liberté et à la sécurité de la personne (rapport flash n° 10 sur un cas d'enlèvement à Hélintira, commune de Djigoué) et de trois (03) cas d'atteinte à l'intégrité physique et/ou psychique (rapport flash n°06, 07 et 12 sur des cas de menaces/ultimatum à Loropéni). Ces violations des droits humains ont été causés par des GANE, des FDS et des membres de la communauté, faisant 243 victimes. Ces différents incidents de protection ont également provoqué des déplacements de population vers les communes de Batié, Bouroum-Bouroum, Diébougou, Loropéni, Tiankoura, Dano, Batié et Kampti.

## II. Couverture géographique



### Accessibilité



La commune de Djigoué est inaccessible. En outre, la commune de Loropeni avec les multiples incidents de protection devient une commune où l'accessibilité est difficile. Les villages de Irinao, Pièna et Passena dans la commune de Kampti, de Diassara dans la commune de lolonioro

et de Didro, Gogoba, Saleteon, Tankedougou dans la commune de Guegueré sont fortement touchés par la crise sécuritaire rendant ces zones difficiles d'accès.

### **Méthodologie de collecte d'informations**

La méthode de collecte de données utilisées combine à la fois une approche individuelle et une approche communautaire, une approche quantitative et qualitative. L'administration d'entretiens semi-directifs, permet de collecter des données agrégées à l'échelle des communes puis analysées afin de dégager les tendances de la perception des communautés sur les risques de Protection auxquelles elles sont confrontées. L'administration de formulaires d'incident de Protection permet également de documenter les incidents de Protection rapportés par les communautés et individus enquêtés. Cette collecte s'effectue de manière mensuelle et rotative auprès d'un échantillon composé « d'informateurs clés » et de « ménages (familles) », de survivant(e)s de violations de droits humains, tout en s'appuyant sur un réseau de relais communautaires composé de membres de comités locaux de Protection situés au niveau communale et de points focaux communautaires situés au niveau des village et des localités. Consacrant le principe de localisation, le dispositif de Monitoring de Protection (Projet 21) en place dans la région du Sud-Ouest mobilise également l'organisation de la société civile AMDESSO. Ceci permet de compléter la couverture géographique de l'ONG CIAUD et de couvrir davantage de communes et de villages, y compris les plus difficiles d'accès.

Au cours du mois, l'ensemble des réseaux communautaires ayant contribué à la réalisation du monitoring de protection sont :

- **07 formulaires d'alertes flashes** renseignés ;
- **07 formulaires d'incidents de protection** documentant les violations des droits humains renseignés ;
- **62 formulaires ménages** renseignés ;
- **62 formulaires informateurs clés** renseignés ;
- **30 formulaires d'évaluations initiales de protection** renseignés.

La collecte de données dans la région de Sud-Ouest a été effectuée par cinq (05) moniteurs de protection et d'un réseau communautaire constitué de 14 volontaires de protection et de dix (10) comités de protection.

### **III. Typologie des déplacements identifiés**

Commune, province, région Localité de départ	Type de ZAD	Commune, province, région Localité d'accueil	Type de ZAD	# ménage	# personne	# homme	# garçon	# femme	# fille	Type de déplacement	Motifs
Loropéni; Poni; Sud-Ouest; Yérifoula		Bougouriba; Diébougou; Sud-Ouest; Secteur7	location	05	31	07	05	10	09	Primaire	Raison sécuritaire
Ilonioro; Bougouriba; Sud-Ouest; Diassara		Bondigui; Bougouriba; Sud-Ouest; Bondigui	Location et famille d'accueil	09	43	11	10	14	08	Primaire	Raison sécuritaire
Kongoussi; Bam; Centre-Nord; Kongoussi,		Dano; loba; Sud-Ouest; Dano	location	08	19	02	05	04	08	Primaire	Raison sécuritaire
Fouzan; Tuy; Hauts-Bassins		Ouessa; loba; Sud-Ouest	Location	01	06	00	03	01	02	Primaire	Raison sécuritaire
Kampti; Poni; Sud-Ouest		Diébougou; Bougouriba; Sud-Ouest; Secteur7	Location	03	22	04	07	07	04	Primaire	Raison sécuritaire
Djibo; Soum; Sahel		Batié; Noumbiel; Sud-Ouest; Secteur 4	Location	03	12	03	02	04	03	Primaire	Raison sécuritaire
Loropéni; Poni; Sud-Ouest; Kôrô, Flandé, Wangoro		Loropéni; Poni; Sud-Ouest; Loropéni	Site spontané	36	236	47	48	69	72	Primaire	Raison sécuritaire
Djigoué; Poni; Sud-Ouest; Kalana, Loungkpanao		Kampti; Poni; Sud-Ouest; Gnognora;	Location	12	57	09	18	17	13	Primaire	Raison sécuritaire

Djigoué; Poni; Sud-Ouest; Hélintira		Kampti; Poni; Sud-Ouest; Gnognora	Location	01	06	00	03	02	01	Primaire	Raison sécuritaire
Loropéni; Flandé; Poni; Sud-Ouest		Kampti; Poni; Sud-Ouest; Bouti	Location	01	22	03	05	05	09	Primaire	Raison sécuritaire
Loropéni; Poni; Sud-Ouest; Secteur2,3,7		Loropéni; Poni; Sud-Ouest; Yérifoula	Famille d'accueil, location	52	315	43	123	58	91	Primaire	Raison sécuritaire
Kampti, Poni; Sud-Ouest; Maméra;		Kampti; Poni; Sud-Ouest; Gnognora	Location	08	75	07	39	12	17	Primaire	Menace de GANE, crainte d'éventuelles attaques
Tongomayel; Silgadji; Soum; Sahel		Legmoïn; Noumbiel; Sud-Ouest; Zinzour	Location	02	03	00	01	02	00	Primaire	Détérioration continue de la situation sécuritaire
Iolonioro; Bougouriba; Sud-Ouest; Diassara		Iolonioro; Bougouriba; Sud-Ouest; Iolonioro;	location	05	24	04	05	08	07	Primaire	Détérioration continue de la situation sécuritaire
Loropéni; Poni; Sud-Ouest; Kassita;		Kampti; Poni; Sud-Ouest; Kampti	<b>Location</b>	01	11	02	05	01	03	Primaire	Détérioration continue de la situation sécuritaire
Thiéry; Gnagna; Est; Thiéry		Kampti; Poni; Sud-Ouest; Galgouli	Location	11	37	00	09	11	17	Primaire	Menace/Ultimatum

Kaya; Sanmatenga; Centre-Nord; Secteur 7	location	Kampti; Poni; Sud-Ouest; Galgouli	Location	02	11	00	05	02	04	Secondaire	Enlèvement/Menaces
Barsalogho; Sanmatenga; Centre-Nord; Barsalogho		Kampti; Poni; Sud-Ouest Bouti	Location	01	08	00	03	01	04	Secondaire	Menaces
Ouo; Comoé; Cascades; K'Poum-Bawé		Loropéni; Poni Sud-Ouest Secteur 05	Location	05	39	00	12	09	18	Primaire	Raisons sécuritaires
Nouna; Kossi; Boucle du Mouhoun Nouna	Location	Midébdou; Noumbiel; Sud-Ouest; Pampouna	Famille d'accueil	05	30	06	09	08	07	Secondaire	Menaces
Houndé; Tuy; Hauts-Bassins; Houndé	Location	Diébougou; Bougouriba; Sud-Ouest; Secteur 7	Location	19	43	12	09	10	12	Secondaire	Menaces
Kampti; Poni; Sud-Ouest; Pièna		Kampti; Poni; Sud-Ouest; Fofora	location	01	11	02	05	01	03	Primaire	Ultimatum
Sous-Totaux				191	1,061	162	331	256	312		

- **Analyses spécifiques sur les déplacements de population**

Le suivi des déplacements de population a permis de rapporter 22 vagues de déplacements primaires (18) et secondaires (04) de personnes. Au cours de ces déplacements, 191 ménages de 1061 personnes (162 hommes, 256 femmes, 331 garçons et 312 filles) ont été recensés par les activités du monitoring P21. Ces déplacements de personnes sont en hausse par rapport au mois écoulé ou nous avons enregistré 15 vagues de déplacements avec un effectif 651 personnes. Ces personnes sont originaires des communes de Loropéni, Iolonioro, Digoué, Kampti, Fouzan, Djibo, Tongomayel, Kaya, Barsalogo, Ouo, Nouna et Houndé.

#### IV. Incidents de protection



07 Incidents



243 victimes



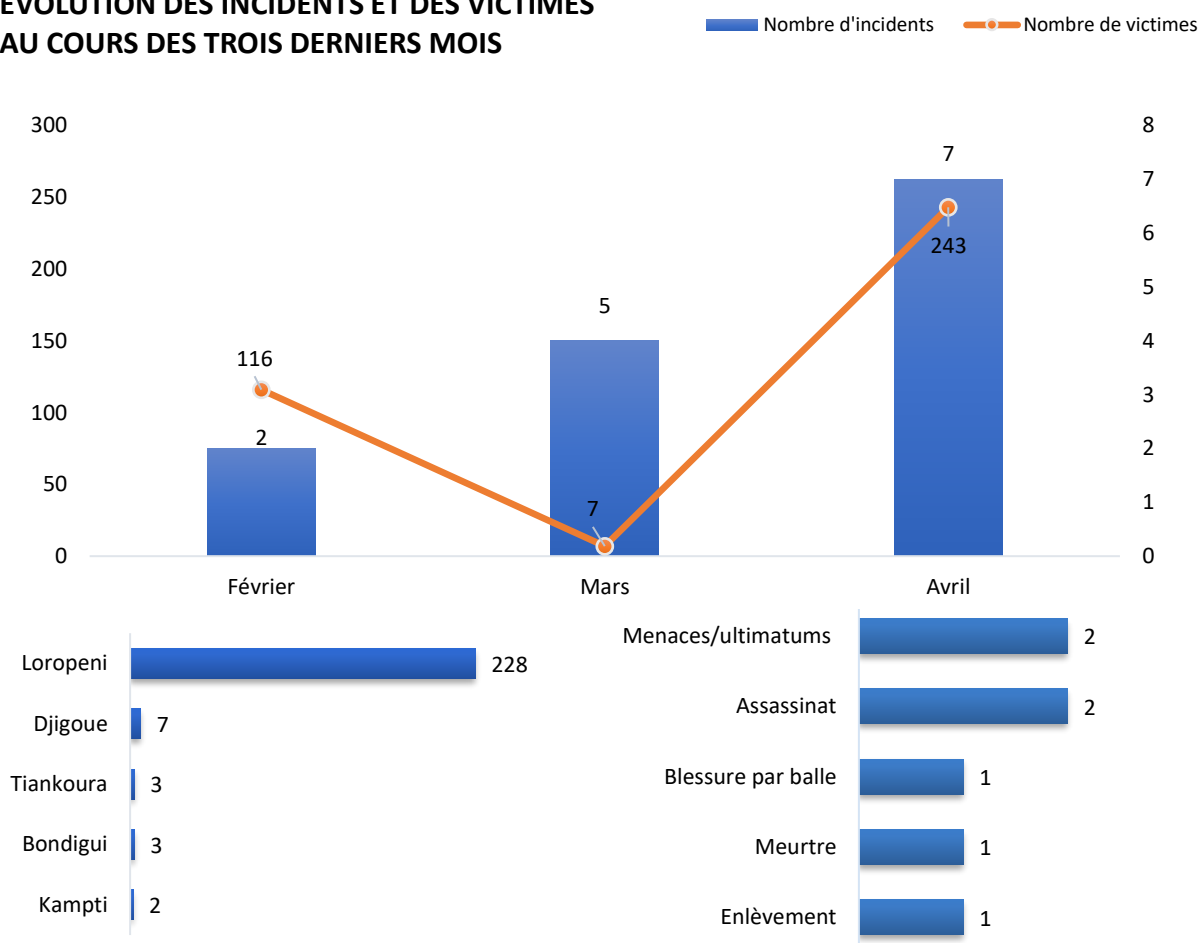
05 Communes

touchées (Djigoué,  
Loropéni, Kampti,

Localités Tiankoura, Bondigui)  
touchées

- **Statistiques**

#### EVOLUTION DES INCIDENTS ET DES VICTIMES AU COURS DES TROIS DERNIERS MOIS



Catégorie de violation	Violation	Nombre
Atteinte au droit à la propriété	Destruction de bien immobilier, infrastructure ou de terre public et privé	
	Extorsion/taxe illégale	
	Pillage	
	Vol	
Atteinte au droit à la vie	Assassinat	5
	Meurtre	2
Atteintes à la liberté et à la sécurité de la personne	Enlèvement (hors enlèvement d'enfants)	6
Atteintes à l'intégrité physique et ou psychique	Coup, blessure, mutilation	2
	Menace/Ultimatum	228
	Violence psychologique et émotionnelle	
Total général		243

- **Details sur les incidents**

Durant ce mois, nous avons enregistré sept (07) incidents de protection dans cinq (05) communes à savoir Djigoué, Loropéni, Kampti, Tiankoura et Bondigui. Il s'agit de trois (03) cas d'atteintes au droit à la vie (01 cas de meurtre et 02 cas d'assassinat), de trois (03) cas d'atteinte à l'intégrité physique et psychique (02 cas de menaces/ultimatums et d'un cas de blessure par balle) et d'un (01) cas d'atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne (un cas d'enlèvement). Ces incidents ont touché dix (10) villages et provoqué 243 victimes. De façon spécifique, il s'agit de : 71 femmes, 51 hommes, 41 garçons et 80 filles.

De façon comparative, nous observons une évolution des cas d'incidents de protection par rapport aux deux (02) précédents mois. Si en février, nous avons enregistré quatre (04) incidents de protection avec 148 victimes, durant le mois de mars le nombre d'incident de protection a baissé avec un (01) incident enregistré causant 134 victimes. Ce nombre est passé en avril à sept (07) incidents de protection causant 243 victimes.

### V.1. Violence basée sur le genre (VBG)

Les violences basées sur le genre sont un phénomène récurrent dans la région. Pour remédier cette situation, l'équipe chargée de la gestion des cas VBG réalise des séances de sensibilisation. Ainsi, pour ce mois d'avril, cinq (05) séances de sensibilisation sur les VBG ont été réalisées au profit de 90 personnes dans les communes de Bondigui et de Gaoua. En outre, l'équipe a enregistré deux (02) cas d'agression physique référés dans un centre de santé pour les soins sanitaires et trois (03) autres cas référés pour appui psychosocial. Les auteurs de ces VBG sont de la communauté et sont les conjoints des victimes. Par ailleurs, quatre (04) survivantes de VBG ont bénéficié des kits de dignité. Il s'agit d'un appui en cash monétaire 35,000 francs. Ces bénéficiaires sont celles enregistrés les mois passés et qui n'avaient pu bénéficier d'une assistance.

### V.2. Protection de l'enfance

La question de la protection de l'enfant se pose avec acuité dans la région du Sud-Ouest. Cette situation s'est aggravée avec la crise sécuritaire. Les enfants de la région sont exploités à longueur de journée dans les sites d'exploitation artisanale, les débits de boisson et les champs. Avec la crise sécuritaire, les enfants sont les plus nombreux parmi les PDI et leur prise en charge devient problématique. Nombreux sont ceux qui sont sans actes d'état civil et déscolarisés. Sur



1,061 PDI enregistré durant ce mois, 641 sont des enfants. Cette ce qui interpelle les acteurs de la protection de l'enfant à beaucoup plus d'action en faveur de ces derniers. Si, rien n'est fait pour protéger ces derniers, ils pourraient être utilisés par des GANE comme combattants.

### **V.3. Etat de droit**

Dans certaines zones, la population civile n'a plus accès aux services sociaux de base. En effet, huit (08) formations sanitaires et 99 écoles sont toujours fermées dans la région du Sud-Ouest.

### **V.4. Personnes ayant des besoins spécifiques**

Pour ce mois d'avril, 82 personnes à besoins spécifiques (PBS) ont été enregistrées parmi les PDI et la communauté hôte dans les communes de Batié, Legmoin, Gaoua, Bouroum-Bouroum, Loropéni, Kampti, Diébougou, Tianskoura, Dano et Ouessa. En termes de réponses, les personnes à besoins spécifiques (PBS) identifiées bénéficieront d'une assistance les mois à venir. Pour le moment, elles sont orientées vers les services de l'action sociale.

### **V.5. Cohésion sociale**

Dans la région du Sud-Ouest, des risques de tension sont visibles dans des localités comme Loropéni, Gaoua, Bousoukoulou et Kampti. Pour apporter sa contribution à une meilleure coexistence pacifique, l'équipe CIAUD de la région mène des activités de prévention. Ainsi, durant ce mois, onze (11) séances de sensibilisation sur le vivre ensemble et la cohésion sociale ont été réalisées dans les communes de Diébougou, Bouroum-Bouroum, Bousoukoulou, Périgban, Gaoua, Ouessa, Bondigui, Loropéni, Batié et Midébdou. Ces sensibilisations ont touché 251 personnes dont 171 PDI et 80 des communautés hôtes. De façon spécifique, ces sensibilisations ont touché 78 hommes, 142 femmes, 19 garçons et 12 filles.

### **V.6. Logement, terre et biens (LTB)**

Avec l'augmentation du nombre de PDI dans la région, la question de logement devient de plus en plus fondamentale. En effet, dans les centres urbains comme Gaoua, Kampti, Diébougou, Tianskoura, Loropéni et Bouroum-Bouroum, des PDI ont du mal à se trouver des logements. La possibilité d'avoir des maisons dans une famille d'accueil devient de plus en plus rare et le seul moyen pour les PDI de se trouver un local est par location dans les quartiers périphériques. Pour remédier ces différents problèmes, le HCR à travers son partenaire OCADES octroie des abris semi durables à des PDI et d'autres par contre reçoivent des cash abris pour louer des maisons. Il faut noter que durant ce mois, des PDI de la commune de Kampti ont dû quitter la localité pour la Côte d'Ivoire du fait des impayés de loyer.

### **V.7. Protection à base communautaire**

Lors des activités de monitoring de protection, les communautés ont activement participé à tous les aspects des programmes les concernant. En effet, elles ont aidé à l'identification de 78 personnes à besoins spécifiques (PBS), à rapporter sept (07) incidents de protection ainsi que 22 vagues de déplacement forcé de population civile durant ce mois d'avril.

## **V. Partage d'informations et coordination**

Les autorités locales sont permanemment approchées pour un accompagnement dans la mise en œuvre du projet. Des informations en lien avec la protection sont partagées avec les responsables administratifs en vue d'être sur le même niveau d'information. Les volontaires de protection de l'association partenaire AMDESSO ont été présentés aux autorités durant ce mois.

- **Gestionnaire de site**

La région du Sud-Ouest compte de nombreuses ZAD (location, familles d'accueil et sites spontanés) dont le suivi est assuré par les services de l'Action Sociale. Le Monitoring de Protection P21 réalisé courant ce mois a relevé que les PDI des ZAD de Gaoua, Kampti, Diébougou, Tiankoura, Loropéni et Bouroum-Bouroum ont du mal à se trouver des logements. Cela est dû à l'insuffisance des maisons à louer et/ou à la cherté du loyer.

#### VI. Recommandations

Province	Localité	Objet	Destinataire	Niveau de mise en œuvre
Poni	Loropéni	Assistance en vivres, Abris et AME au profit de 264 ménages de PDI d'une taille de 1650 personnes	Cluster sécurité alimentaire PAM, Abris, Services de l'action humanitaire de Poni	Urgent
Poni	Kampti	Assistance en vivres, Abris et AME au profit de 53 ménages de PDI d'une taille de 238 personnes	Cluster sécurité alimentaire PAM, Abris, Services de l'action humanitaire de Poni	Urgent
Poni	Kampti, Bouroum-Bouroum et Loropéni	Délivrance des actes d'état civil au profit des enfants et adolescents PDI sans documentation	DGMEC et acteurs de protection de l'enfant	Urgent

## VII. Tableaux Croisés

### #Pourcentage des auteurs présumés

	FDS	Groupe armé non étatique (GANF)	Membres de la communauté	Total général
Bondigui	14,29%	0,00%	0,00%	<b>14,29%</b>
Djigoué	0,00%	28,57%	0,00%	<b>28,57%</b>
Kampti	14,29%	0,00%	0,00%	<b>14,29%</b>
Loropeni	14,29%	14,29%	0,00%	<b>28,57%</b>
Tiankoura	0,00%	0,00%	14,29%	<b>14,29%</b>
<b>Total général</b>	<b>42,86%</b>	<b>42,86%</b>	<b>14,29%</b>	<b>100,00%</b>

### #Catégorie des victimes

	Assassinat, meurtre	Enlèvement (hors enlèvement d' enfants)	Coup et blessure	Menace /Ultimatum	Total général
Femmes	1	2	0	68	<b>71</b>
Filles	2	1	0	77	<b>80</b>
Garçons	0	3	0	38	<b>41</b>
Hommes	4	0	2	45	<b>51</b>
<b>Total général</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>228</b>	<b>243</b>

### #Violation par commune

	Coup et blessure	Menace /Ultimatum	Enlèvement (hors enlèvement d' enfants)	Assassinat, meurtre	Total général
Bondigui				1	<b>1</b>
Djigoué	1		1		<b>2</b>
Kampti		1		1	<b>2</b>
Loropeni		1			<b>1</b>
Tiankoura				1	<b>1</b>
<b>Total général</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>7</b>

### #Auteurs présumés

	FDS	Groupe armé non étatique (GANE)	Membres de la communauté	Total général
Bondigui	1			<b>1</b>
Djigoué		2		<b>2</b>
Kampti	1			<b>1</b>
Loropeni	1	1		<b>2</b>
Tiankoura			1	<b>1</b>
<b>Total général</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>7</b>